

*Les subsides*

On s'attend qu'un nouvel accord, en plus de fournir un accès plus sûr, mène à l'élimination de grands obstacles au commerce autres que les barrières tarifaires. Il s'agit de dispositions comme la politique d'achat de produits américains qui restreignent considérablement le marché des approvisionnements de l'État. Un accord commercial pourrait ouvrir cet énorme marché qui vaut, à l'heure actuelle, quelque 500 milliards de dollars par année.

Bref, nous nous trouvons au Canada à un tournant décisif. Nous avons trois options. Nous pouvons garder l'orientation actuelle qui risque de prolonger l'érosion qui mine notre position concurrentielle internationale depuis quelques années et de détériorer l'état de l'économie canadienne pour ce qui est de la croissance, de la production, des emplois et de la richesse. Une autre solution est de ne rien faire. Cela équivaut à se retrancher derrière les murs protecteurs de la «forteresse Canada», ce que la plupart des Canadiens considéreront comme la voie menant directement au désastre pour une nation qui dépend du commerce avec le reste du monde depuis tant d'années.

Finalement, nous pouvons décider d'abaisser sensiblement les barrières entre le Canada et les États-Unis, la seule solution qui promet de renforcer grandement notre économie et de nous permettre de croître et de prospérer dans un monde féroce et compétitif. Il n'est pas étonnant que la plupart des Canadiens en déduisent qu'il n'y a aucune autre véritable approche au commerce que celle que le gouvernement fédéral a choisi d'emprunter avec le ferme appui d'une proportion importante de la population. C'est assurément une idée à laquelle il serait opportun de donner suite.

**M. Lesick:** Monsieur le Président, j'espère que les caméras de la télévision ont permis à des Canadiens de tout le pays d'entendre mon collègue, le député de Sarnia—Lambton (M. James) parler cet après-midi. Il nous a exposé les faits. Il a dit la vérité. Il est demeuré à la Chambre toute la journée pour entendre les députés de l'opposition et les députés ministériels. Son discours a été positif. Il nous a dit que nous avions besoin d'un accord commercial global. Nous l'avons entendu exposer ses excellentes raisons et tous les Canadiens devraient les connaître. Une hausse de 28 p. 100 de la production manufacturière va entraîner une baisse des prix et la création d'emplois. Ce dont nous avons besoin plus que toute autre chose, c'est d'un accès assuré aux marchés américains. Voilà ce qu'un accord global de commerce va nous apporter.

Je sais que mon collègue, le député de Sarnia—Lambton, a écouté attentivement les observations des députés de l'opposition. Pourquoi ceux-ci ont-ils peur d'essayer quelque chose d'aussi nouveau, différent et positif que ce que propose le député? L'opposition sursaute à tout bout de champ. Pourquoi les députés de l'opposition sont-ils aussi craintifs?

**M. James:** Monsieur le Président, je ne comprends pas les députés de l'opposition. Ils semblent se contredire tellement souvent. Cet après-midi, j'ai entendu un député parler du vote 10 contre 10 des sénateurs. Pouvez-vous imaginer quels hauts cris on aurait poussés si les sénateurs s'étaient prononcés contre? Lorsque les sénateurs du comité des finances délibéraient,

on nous a dit que quelques-uns d'entre eux hésitaient à se prononcer en faveur du libre-échange. Des députés néo-démocrates se demandaient pourquoi le gouvernement n'y avait pas dépêché des représentants pour communiquer son point de vue. L'instant d'après, ils ne veulent plus de communications. Je ne sais pas de quoi cela peut dépendre. Je suis persuadé que si les sénateurs s'étaient prononcés contre, ils auraient trouvé cela terrible.

L'autre chose qui m'ennuie, c'est le manque d'objectivité dont témoignent les interventions. Le député d'Essex—Windsor (M. Langdon) était soucieux ce matin et nous donnait les raisons pour lesquelles nous ne devrions pas nous engager dans ces négociations. Il semblait manquer totalement d'objectivité. On peut dire n'importe quoi à la Chambre, semble-t-il, sans étayer ses dires de faits précis. Il a dit qu'ils n'ont jamais convenu de droits compensateurs.

Une autre chose qui m'enthousiasme vraiment, c'est que le président a dit qu'il souhaitait régler le problème des droits compensateurs dans le secteur du bois d'oeuvre. Ce matin, le député de Skeena (M. Fulton) a dit que c'est ce qu'il voulait. Cet après-midi, quelqu'un a dit que le président ne devrait pas faire cela. Apparemment ils ont du mal à se former une opinion. Le gouvernement, lui, a arrêté son opinion, et c'est que la négociation d'un accord commercial avec les États-Unis va nous donner des emplois, et c'est cela qu'il faut au pays.

**M. Riis:** Monsieur le Président, peut-être pourrais-je éclairer un peu les deux derniers députés qui ont demandé de quoi l'opposition a peur lorsqu'il s'agit de choses nouvelles. Le libre-échange des bois d'essences feuillues, nous l'avons depuis un demi-siècle. Il n'y a là rien de nouveau. En gros, on peut dire que nous avons eu d'excellentes relations commerciales avec les Américains dans le secteur du bois d'essences feuillues. Mais à cause de nos monnaies différentes, et du fait que nos scieries se classent maintenant parmi les plus productives du monde, et du fait que notre main-d'oeuvre également figure parmi les plus productives du monde dans l'industrie du bois, les Américains sont incapables de soutenir notre concurrence sur leur propre marché. Le libre-échange existe depuis 50 ans dans le domaine du bois. Ils veulent maintenant mettre fin au libre-échange.

Nous avons si bien réussi dans ce secteur que les Américains ont peur de la concurrence canadienne. Nous craignons que la même mentalité ne se propage à tout un éventail de produits et de denrées. Est-ce cela le libre-échange? Voilà pourquoi nous avons manifesté de l'inquiétude au sujet de l'appui inconditionnel à la notion de libre-échange.

**M. James:** Monsieur le Président, voilà pourquoi je comprends mal que l'opposition ait un point de vue négatif au sujet de la conclusion d'un accord commercial avec les États-Unis. Le ministre du Commerce extérieur (M. Kelleher) a dit dès le départ qu'une des principales raisons de négocier un accord avec les États-Unis serait de négocier la suppression des mesures compensatrices existantes. Cela reste toujours possible dans le cadre du GATT. Nous espérons être en mesure de négocier sur cette situation des mesures compensatrices. De plus, nous disposerons d'un tribunal pour résoudre les problèmes qui continuent de surgir.